

RURAL et URBAIN

UMR Dynamiques Sociales
et Recomposition des Espaces



CNRS, Paris 1, 8, X
Janvier 2001

L'apport de la monographie locale dans l'étude et la compréhension du changement social se limite-t-il à une vision locale des choses, c'est-à-dire petite et singulière ? En quoi l'analyse locale explique-t-elle le global ? Et d'ailleurs peut-on définir le local ? Et le global ? La mobilisation des catégories du rural et de l'urbain clarifie-t-elle le débat ouvert depuis des décennies sans que rien ne soit tranché pour autant ? Du côté rural, les groupes de recherche qui forment le Ladyss ont déjà construit une position partagée entre sociologues et géographes sur l'utilité de « L'observation continue de la localité » (cf. organigramme du 4 pages 1 de l'Observatoire) ; côté urbain, la confrontation entre eux ne s'est pas faite sur ce point de méthode.

Aussi, plutôt que de tenter le périlleux exercice de tenir ensemble toutes les dimensions de la réflexion (rurale/urbaine, sociologie/géographie), il a paru plus constructif et stimulant d'en présenter une vision limitée mais cohérente. Limitée, car les auteurs sociologues s'en sont tenus à une analyse sociologique ; cohérente, parce qu'elle se fonde sur une démarche à long terme élaborée en confrontant les recherches du Groupe de sociologie rurale (*Les collectivités rurales françaises*) aux résultats du programme « Les monographies revisitées » du Ladyss.

En offrant au débat critique une application particulière de la méthode monographique et non pas ses principes généraux, les auteurs font le pari que le débat sera plus ouvert. Le texte est pensé comme un point de départ en fonction duquel chacun doit pouvoir se situer. En clarifiant une singularité du rapport local/global, il propose un moyen de dépasser l'interrogation posée *a priori* (Qu'est-ce que le local ?) à laquelle il n'est pas possible d'apporter des réponses dans l'absolu. De même, son caractère disciplinaire est un appel à débat. Préciser la démarche dans sa dimension sociologique, spécifier que les sociologues définissent la localité par le groupe et non par le territoire, n'est-ce pas donner l'occasion de questionner le rapport fondamental de la sociologie et de la géographie : quels liens unissent le groupe et le territoire ? Du côté des sciences sociales comme pour les acteurs qui sont en demeure d'agir localement, la localité pourrait être le lieu physique et théorique où ces rapports se lisent avec le plus d'acuité et de pertinence.

Nicole Mathieu

LOCALITÉ ET CHANGEMENT SOCIAL LE PETIT BOUT DE LA LORGETTE ?

Michel ROBERT, Ladyss, Cnrs, avec la collaboration de Nicole CHAMBRON, directrice du Centre européen de recherche et de formation, Ladyss

■ Une singularité significative

La monographie locale¹ est un genre qui ne date pas d'aujourd'hui : dès le XIX^e siècle, les sociétés savantes et les

1. La « monographie », pour nous n'est pas un but en soi, mais un moyen d'étudier la localité, moyen parmi d'autres, mais moyen privilégié.

érudits locaux ont initié une pratique dont est issue l'abondante bibliographie des monographies historiques, géographiques, sociologiques et anthropologiques du XX^e siècle. La réflexion qui suit ne sera toutefois fondée que sur des travaux réalisés en sociologie. Ce type d'approche subit les aléas d'un engouement cyclique et

réapparaît sur le devant de la scène de manière récurrente chaque fois que l'on doit s'interroger sur les détails fins du changement social. Qu'il faille vérifier *in situ* le bien-fondé d'hypothèses abstraites formulées par les analystes des tendances de la globalité, ou qu'il leur faille du matériau pour élaborer celles-ci, les études locales sont intrinsèquement liées à l'interprétation du changement social global chaque fois que celle-ci pose problème. Ainsi, lorsqu'il s'est agi de comprendre la « seconde révolution agricole », a-t-on vu fleurir le programme des « Collectivités Rurales Françaises »², au début des années soixante ; puis, après une éclipse d'une décennie, la crise des années soixante-dix et l'incapacité de la macro-économie à la résoudre ont remis la localité à la mode dans le contexte de l'alternative *small is beautiful*³ ; enfin, aujourd'hui, c'est vers les banlieues que se tourne le regard du chercheur. Ces exemples ne sont pas exhaustifs, mais ils sont là pour souligner que ce qui nous intéresse dans les monographies locales, c'est bien moins l'aspect monographique *per se* que l'aspect local, c'est-à-dire certes petit, détaillé, mais surtout vécu et singulier. Non seulement la localité est avant tout une catégorie du vécu (elle a une existence dans la conscience des individus sociaux qui la constituent avant d'avoir sens pour le sociologue), mais encore elle est singulière et les rapports sociaux singuliers des individus singuliers qui en sont les acteurs nous apparaissent comme tels, c'est-à-dire en fin de compte concrets, uniques et éphémères. Ce sont ces dimensions nécessaires à toute compréhension du social

2. Cf. les encadrés *Les monographies revisitées* et *Pour en savoir plus...*

3. Cf. ATPObservation du Changement Social et Culturel (OCS), Cnrs.

que nous apportent les études locales. C'est donc moins en tant que supposé microcosme de la globalité que comme expression spécifique, et, à la limite, aléatoire de celle-ci que la localité nous intéresse. Et si elle n'est pas quantitativement représentative, elle sera qualitativement significative du changement social global. Cela signifie aussi que si la localité est un objet en soi, un « tout » qui a sens en lui-même, son analyse est inséparable de celle d'une globalité avec laquelle elle entretient des rapports osmotiques.

L'approche est essentiellement holiste. Si, au sein de l'objet d'étude, les individus particuliers peuvent avoir des stratégies déterminées, c'est en tant qu'expression du ou des groupes auxquels ils appartiennent et ce sont les rapports qu'entretiennent ces groupes qui s'expriment et font sens pour nous. C'est à travers l'articulation des stratégies individuelles et collectives que la localité prend corps. S'attacher aux unes et aux autres, et donc avoir la possibilité de débrouiller la complexité de leurs rapports, sont donc des conditions nécessaires à l'étude locale.

■ Une singularité relative

Une telle conception n'a pas toujours été de mise. Les érudits locaux ont une représentation exclusivement singulière de leur village ou de leur ville. À travers elle, ils développent une vision de l'histoire dans laquelle la pérennité du territoire et donc du groupe local vient à bout de tous les changements. La dimension historique y est aussi le fondement, *in fine*, de la légitimité du collectif.

Dans une démarche d'un autre ordre, ce qui suscite les nombreuses études locales par les sciences humaines est le présupposé de diversité. Diversité des cultures, des histoires, des « paysages agraires ». Cette diversité n'est pas induite par l'irréductible singularité locale des chantres de la « petite patrie ». Elle se place à un autre niveau, celui d'un contexte « régional » relativement cohérent culturellement, historiquement, voire économiquement, qui remet en perspective les études des érudits locaux en les transformant en matériaux pour l'ana-

lyse scientifique. Ces aires supposées cohérentes permettent d'interpréter, de relativiser les différences entre localités. Cette option débouche sur la typologie, qui elle-même suppose l'établissement d'une grille d'analyse permettant la comparabilité d'objets *a priori* uniques. Mais la question devient alors : que faire de cette typologie ? Est-elle une fin en soi ? C'est le problème auquel s'est heurtée la sociologie rurale structuro-fonctionnaliste française des années cinquante et soixante. Il ne lui restait qu'à tenter de transcender les différences afin d'élaborer une théorie générale à partir de ce qu'il y a de commun entre toutes ces localités⁴.

Pendant ce temps, les marxistes tentent de tempérer cette problématique du groupe localisé en le remettant à la place qu'il pensent la sienne : un lieu d'expression des conflits de classes⁵, et non pas le point focal de la problématique.

Si l'*a priori* de diversité concerne aussi l'approche de la ville, il est d'un tout autre ordre : la civilisation urbaine est-elle l'essence de la « société globale », la ruralité n'étant qu'agglomérat de « sociétés paysannes » vouées à l'extinction, le triomphe de cette globalité urbaine n'étant, en fin de compte, qu'une question de temps ; ou cette société globale contemporaine n'est-elle qu'une notion purement abstraite, concept à vocation heuristique sans réalité palpable ?

Au cours des années soixante-dix cependant, au sein de l'opération « Observation du Changement Social et Culturel » (OCS), géographes, sociologues, anthropologues ont tenté de saisir le changement social à l'aune de l'étude locale tant urbaine que rurale. Prometteur, ce projet regroupa marxistes et empiristes. Il a donné lieu à une synthèse qui fait toujours référence⁶. Mais si le village et la petite ville y sont bien présents, la grande ville, la métropole, qui soulève tant de

questions aujourd'hui⁷, n'y est pas présente en tant que telle, en tant qu'objet d'analyse locale. Elle n'y figure que sous la forme de quartiers, ce qui n'est pas sans soulever maintes questions de fond : la grande ville n'est-elle pas un « tout » cohérent, un objet ? N'est-elle pas un objet local ? Les chercheurs ont-ils jugé qu'ils n'étaient ni assez nombreux, ni assez outillés pour saisir cette dimension locale à l'échelle de la métropole ? La ville est-elle davantage supposée être un milieu qu'une entité⁸ ? En tout état de cause, ces études manquent aujourd'hui cruellement à notre Observatoire : tout se passe comme si la question des rapports grande ville/société globale étaient éludés, « l'osmose » supposant l'existence de deux entités distinctes. Dans ce cas, la grande ville ou ses banlieues n'auraient pas *a priori* vocation à représenter la société davantage que les bourgs ou une campagne certes profondément modifiée, mais qui a survécu à la fin des sociétés paysannes.

■ La « politique de la ville » : des études de portée théorique limitée

Compte-tenu de ces éléments, nous sommes amenés à relativiser aussi les études de cités difficiles effectuées dans le cadre de la « politique de la ville ». Cette conception restrictive de la notion de ville est un abus de langage des politiques et n'a pas de fondement en sciences sociales, même si force nous est faite de recourir aux études effectuées dans ce contexte. Car

7. VELTZ PIERRE, *Mondialisation, villes et territoires, l'économie d'archipel*, Paris, PUF, 1996, 262p.

8. Cette conception de la « ville-milieu » n'est guère favorable à des analyses de type holiste ; et le fait est que des approches en termes de « stratégies résidentielles », (cf. O. BENOÎT-GUILBOT et B. BENSOUSSAN « Production de l'identité et changement social » in *Archives de l'OCS*, Vol. 3, Cnrs, 1980, 136 p., par exemple) relèvent de l'individualisme méthodologique et font la part belle à la notion de réseau. Paradoxalement, la thématique en vogue autour du phénomène de « métropolisation » est de même nature : les villes « mondiales » sont considérées comme des acteurs individuels dotés de capacités stratégiques (cf. le texte de F. MEDEIROS in *Les transformations du monde rural*, cf. encadré *Pour en savoir plus...*).

4. H. MENDRAS *Sociétés Paysannes*, Paris, A. Colin, 1976, 235 p.

5. Cf. le tome 2 des *Collectivités rurales Françaises*, *op. cit.*, en particulier les deux textes de M. JOLLIVET et celui de N. EIZNER.

6. *L'esprit des lieux : localités et changement social en France*, cf. encadré *Pour en savoir plus...*

si le quartier n'est pas la ville, la ville n'est pas non plus le quartier. Or, la « politique de la ville » ne vise que les parties des agglomérations où se posent de façon voyante de pressants problèmes sociaux.

Pourtant, les trois dernières décennies ont consacré l'existence du quartier tant comme objet de politique publique urbaine que comme inspirateur d'une pensée de la ville, avant de l'éclipser récemment au profit de l'agglomération et de l'intercommunalité sous toutes ses formes, ce qui ne fait que souligner le « pilotage à vue » des politiques qui semblent ignorer totalement l'acquis des études monographiques locales. Corrélativement, les aménageurs, les urbanistes, les gestionnaires urbains ont reçu l'injonction de réaliser des « diagnostics de quartier ». Injonction d'un pouvoir national dans l'incapacité de répondre globalement aux questions sociales du début des années soixante-dix.

Les enquêtes vont faire émerger un territoire, peu à peu bien identifié : le quartier difficile, parfois qualifié de « sous-développé »⁹. Comment le reconnaît-on ? À ses caractéristiques morphologiques d'habitat dense et vertical, de gestion urbaine dominée par le rôle des organismes de HLM, mais surtout parce qu'il est coupé du reste de la ville (par une voie ferrée, une rivière, une autoroute...) et supposé perçu par ses habitants comme par le reste des citadins comme un territoire particulier, dont l'identité ne fait pas de doute¹⁰. Durant la décennie soixante-dix, les études réalisées sur ces quartiers (au nombre de 140 à la fin de la décennie¹¹) reposent sur des observations directes (le bâti, l'entretien, les services et commerces...).

Le statut de la notion de quartier va changer dans les représentations sociales lorsque le malaise cèdera la place à la crise, révélée par les émeutes

9. JEAN-MARIE DELARUE, cf. l'encadré *Pour en savoir plus...*

10. DOMINIQUE DUPREZ ET MAHIEDDINE HEDLI, cf. l'encadré *Pour en savoir plus...*

11. Commission nationale pour le développement social des quartiers, *Développement social des quartiers, bilans et perspectives 1981-1984: rapport au Premier ministre*, PEACE RODOLPHE (dir.), Paris, la Documentation française, 1984, 120 p.

LES MONOGRAPHIES REVISITÉES

Dans les années 1960, le Groupe de sociologie rurale du Cnrs, sous la direction d'Henri Mendras, avait entrepris des études monographiques systématiques de villages français : c'est le programme « les Collectivités rurales françaises ». Ces études empiriques se voulaient aussi exhaustives que possible, car elles se prétendaient fondatrices d'une connaissance micro-sociologique de la ruralité française à travers une comparaison typologique. Elles furent en effet un des acquis sur lesquels repose l'école française de sociologie rurale.

La « revisite » de ces onze villages « historiques », plus ou moins harmonieusement répartis sur l'ensemble de l'Hexagone, ne s'inscrit pas du tout dans la même optique. Il s'agit cette fois, en profitant de la connaissance ancienne de ces localités, d'apporter de la matière concrète et locale à la réflexion sur la ruralité d'aujourd'hui, qui est posée de façon théorique globale dans l'ouvrage *Les transformations du monde rural ; question de société, questions pour les sciences sociales*. Qu'est-ce que le rural aujourd'hui, trente ans après la « fin des paysans » ?

Huit villages ont été réétudiés par Michel Robert, Manuela Vicente et Nicole Mathieu. Certains avaient été complètement perdus de vue depuis trois décennies (Gers, Aveyron, Pyrénées-orientales...), d'autres avaient depuis fait l'objet d'études par des chercheurs de disciplines différentes (Meurthe-et-Moselle) ou avaient été suivis « de loin » (Manche). Dans sept cas sur huit nous avons « reconnu » ces villages à la lumière des analyses de 1965 – preuve de leur justesse. Dans aucun cas, nous n'avons trouvé une disparition, ni même un affaiblissement du collectif. Celui-ci avait été en quelque sorte « refondé » après la fin des collectivités paysannes. L'apport de la monographie locale est ici primordial car la réflexion macro-sociologique seule n'aurait pu nous mener à de telles conclusions.

urbaines de Vaux-en-Velin en 1981. Le rapport de force entre le local et le global s'inverse. La crise, le conflit, les formes de violence sont envisagés alors comme des pathologies et les professionnels appelés à l'observation et à l'analyse ont pour la plupart des compétences en psychologie et en psychosociologie. Les ethnologues seront rarement sollicités, les sociologues davantage¹². Il est assez logique alors que l'on étudie plus spécialement les groupes d'habitants en relation avec leur territoire : les communautés étrangères, les bandes de jeunes et leurs rivalités, qui ressemblent explicitement à des querelles de clocher lorsque les jeunes des Tarterets montent une expédition punitive contre ceux des Coquibus... Enfin, toujours logiquement compte tenu de l'orientation intellectuelle du questionnement, on va privilégier l'étude des perceptions et

12. Par exemple : *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, CLAUDE JACQUIER, Paris, L'Harmattan, 1991, 123 p.

des représentations : la perception du quartier, les représentations du centre ville, le sentiment d'insécurité.

Mais si ces études ont des visées curatives sur la société, leur objet n'est jamais défini que dans sa dimension géographique (territoriale). Cette approche peut être légitime, à condition de ne pas être un cadre posé *a priori* dans lequel l'analyse des sociologues doit s'insérer. Les recherches effectuées à la fin des années soixante-dix dans le cadre de l'OCS ne mènent pas toujours aux mêmes conclusions. Ainsi de celle sur Belleville, à Paris¹³. L'objet de l'étude y était là aussi défini en terme de territoire. Il y eut débat au sein de l'équipe quant au choix de ce territoire : fallait-il choisir la zone en rénovation de la Place des Fêtes et s'en contenter ou fallait-il l'élargir à l'ensemble de l'ancienne commune de

13. MICHEL ROBERT, « Stratégie et ambiguïté du changement social localisé : l'exemple de 'Place des Fêtes-Avenir' », in *Cahiers de l'OCS*, vol. VI, Paris, Éd. du Cnrs, 1982, 322p., p. 124-173.

Belleville ? C'est le choix final et novateur de cette dernière option qui a permis de mettre en évidence la forte cohésion de l'ensemble belleillois, nouveaux habitants des zones rénovées compris. Ce choix a été déterminé par l'expérience des études locales rurales : nous savions qu'il était possible qu'à cette entité géographique corresponde une entité sociologique.

Aussi les études de quartiers considérés *a priori* comme des espaces spécifiques et relativement autonomes (au moins socialement) seulement parce que s'y posent avec ostentation des problèmes sociaux (et non sociologiques) hâtivement et administrativement traduits en termes territoriaux, nous semblent avoir des limites scientifiques certaines. On peut même estimer que la non prise en compte de l'acquis des monographies sociologiques locales existantes, qui conduit à l'absence de distanciation vis-à-vis des représentations politico-administratives dominantes de la notion de ville (et donc de celle de « local »), mène à une contre-finalisation des études monographiques locales urbaines. En découpant leur objet d'une façon qui leur semble trop vite la seule pertinente, elles ne renouvellent pas l'approche monographique. Elles ne font qu'accumuler une strate de « local » supplémentaire en passant à côté de la vraie question sociologique : les résultats demeurent-ils cohérents lorsque la définition du groupe local change de manière raisonnée et sinon, pourquoi ? L'enjeu de cette interrogation qui peut paraître purement technique est considérable : par delà les représentations dominantes et les symptômes sociaux, quel est le degré d'autonomie relative de ces cités, et partant, quel est le niveau d'intégration des sociétés locales urbaines ? Tel était bien le premier niveau du questionnement des politiques.

Et si les crises et les violences urbaines des années quatre-vingt ne peuvent plus être analysées comme des explosions incontrôlées, manifestations de colère, cris d'appel contre l'injustice sociale et les difficultés quotidiennes, répondent-elles à des stratégies visant à définir le groupe comme

une instance où les modes de gestion, les règles de vie, les comportements mêmes relèvent du local avant de relever du global, ou bien à définir le territoire comme un lieu où ces mêmes modes, règles et comportements relèvent du particulier avant de relever du général ? Entre ces deux représentations du monde, de la place de la cité et de ses habitants dans la globalité qu'elles impliquent, il y a un abîme, celui posé par le mode d'intégration des zones urbaines sensibles. Tel était le second niveau du questionnement des politiques. La démarche monographique peut effectivement apporter une réponse à ces deux niveaux. Pour les raisons que nous évoquons au début de ce texte, cette réponse sera concrète, qualitative et significative, et donc irremplaçable. Mais cette réponse ne sera fiable et théoriquement innovante qu'à condition qu'elle tienne compte de tous les acquis en la matière, urbains et ruraux.

■ Des collectivités post-paysannes

La dernière décennie a été marquée par une réinterrogation sur le sens du « vivre ensemble », à tous les niveaux d'analyse. Refondation d'un capitalisme sans scrupules et perte de pertinence du politique au niveau planétaire d'un côté, phénomènes d'exclusion et incertitudes sur la place du local dans ce nouveau paysage de l'autre, les conditions étaient réunies pour déterminer notre posture et nous permettre d'œuvrer à deux échelons d'analyse simultanément, chaque étude nourrissant l'autre. L'ouvrage collectif *Les transformations du monde rural : question de société, questions pour les sciences sociales*¹⁴ pose le problème au niveau macro-sociologique, tandis que le retour dans les onze villages (cf. encadré) étudiés dans les années soixante par les chercheurs du Groupe de Recherches Sociologiques (Mendras, dir. 1971) pose frontalement la question du changement social local

14. JOLLIVET MARCEL et ROBERT MICHEL (dir.), à paraître courant 2001.

dans sa relation avec la société globale émergente.

Nous n'avons pas été les seuls à réinterroger le local dans son acception rurale et villageoise traditionnelle : nous ne sommes que l'une des expressions du mouvement de balancier pointé au début de notre propos ; ainsi, le congrès annuel de la Rural Sociological Society, qui s'est tenu à Washington en août 2000, s'intitulait-il « Policy and rural communities : challenges for the 21st century ». Ce regain d'intérêt pour la localité rurale est d'autant plus marquant que le problème paraissait réglé une fois pour toutes par la « fin des paysans » : plus de paysans, plus de collectivités paysannes.

Mais alors quelle ruralité ? L'hypothèse que nous envisagions alors était que la fin de la collectivité paysanne avait entraîné la fin du collectif, et qu'au groupe relativement autonome en situation d'interconnaissance avait succédé une sorte d'individualisme post-moderne. Chaque individu était-il pris dans plusieurs réseaux centrés à l'extérieur de la commune,



Observatoire sur les rapports entre le rural et l'urbain

UMR Ladyss,
Dynamiques Sociales et
Recomposition des Espaces,
(Cnrs, université de Paris 1,
Paris 8 et Paris X)
Bât. K, 200 av. de la République
92001, NANTERRE CEDEX
Tél. : 01 40 97 78 89
Fax : 01 40 97 71 55
E-mail : mfrance@u-paris10.fr

Directeur de publication
Yves LUGINBÜHL

Rédacteurs
Marcel JOLLIVET
Nicole MATHIEU
Michel ROBERT

Secrétaires de rédaction
et maquette
Marie-Alix CARLANDER
et Marie-France ÉPAGNEUL

Tiré à 1000 exemplaires

Imp. : Grou-Radenez

ISSN : 1294-2863

Dépôt légal : 1^{er} trim. 2001



une logique de flux allait-elle succéder à une logique de groupes, venant conforter la représentation dominante (mais néanmoins triviale) de la société globale des années quatre-vingt-dix ? Fallait-il abandonner la conception holiste du départ pour se ressourcer à la vogue de l'individualisme méthodologique ?

Or ce n'est pas du tout ce que nous avons trouvé. Ce qui paraissait une tendance lourde et incontestable de la société au niveau global se révéla plus complexe à l'échelon local. Car malgré la disparition des sociétés paysannes, malgré l'hétérogénéité croissante de la population rurale, malgré des processus d'individuation au sein de la société globale, la cohérence d'un groupe local demeurait, un groupe rural non paysan, de nature inédite. Appuyé sur son existence politique institutionnelle (la commune) et structuré *a minima* par elle (élection d'un conseil municipal et d'un maire), ce groupe se devait de (re)créer autour de ces structures subsistantes un enjeu fort qui mobilise les individualités et les recentre sur le collectif local. Dans la grande majorité des cas¹⁵, ces groupes sont parvenus (ou semblent sur le point de parvenir) à ce résultat. L'enjeu, c'est partout la survie du groupe, pensée davantage en termes démographiques qu'en termes structurels. Le moyen, c'est l'activité touristique¹⁶, seule alternative apparemment possible et crédible à l'agriculture. Cependant, le processus est plus ou moins avancé selon que les collectivités ont réagi plus ou moins rapidement, ce qui s'avère fonction de l'état d'avancement du dépeuplement (en valeur absolue et en vitesse) et des ressources touristiques potentielles du lieu. C'est sans doute pourquoi la moitié sud de la France est en avance sur la moitié nord.

15. Sur huit villages étudiés jusqu'ici, seuls deux sont dans une logique différente (la Beauce et la Manche).

16. Il peut s'agir aussi (rarement) des nouvelles technologies de l'information (en Creuse, réétude de M. VICENTE). Dans tous les cas, il s'agit de secteurs nouveaux ou en forte expansion où la médiation est encore mouvante, où les rapports de force ne sont pas encore définitifs et où le groupe local peut s'imposer en tant qu'acteur, exister en tant que collectif sur un créneau « porteur ».

GROUPES TERRITORIALISÉS, FLUX, RÉSEAUX

La conception empirique propre à la sociologie rurale française dès sa création, au début des années 1950, est une représentation du monde holiste en termes de groupes localisés, de toutes dimensions. Or tout groupe suppose un en-groupe et un hors-groupe, un dedans et un dehors, en un mot une discontinuité consubstantielle à la notion de groupe et qui est sa raison d'être. Elle ne saurait donc y être perçue comme mauvaise ; c'est pourtant une barrière symbolique que chaque groupe élève, de façon particulièrement visible lorsque ce groupe est localisé, puisque cette discontinuité s'inscrit alors spatialement et définit le territoire du groupe.

À l'opposé, les flux supposent une continuité sociale ; tout obstacle contraire l'écoulement du flux. Nous sommes dans la mécanique des fluides, mais pas seulement : le jugement de valeur fondamental est qu'il est bon que le flux s'écoule librement et naturellement. L'obstacle est donc condamnable, *a fortiori* quand il est sciemment construit dans le but de contrarier l'écoulement du flux (ce sont par exemple les barrières « protectionnistes »). La représentation de la société à l'œuvre est alors celle d'acteurs agissant en fonction de leur « intérêt ». Entre autres caractéristiques, cet individualisme méthodologique gomme la place du territoire, dont la fonction est incertaine (d'où l'engouement pour la notion de « globalisation » ?).

Mais ce n'est pas tant la réalité qui change que l'idée que l'on s'en fait. Et cette réalité est bien difficile à mesurer à l'aune d'instruments si normatifs. D'où le recours à la notion de réseau, qui peut sembler la planche de salut consensuelle. Mais le consensus s'explique par l'imprécision du terme en sociologie : s'agit-il d'un moyen de rendre compte de la fluidité ou de la structure d'un groupe ? S'agit-il du carnet d'adresses d'un acteur ou d'un ensemble structuré ? La question de fond reste sans réponse : quelle est la réalité et comment l'appréhender ? L'étude de localités est un moyen de connaissance de ce réel et de son évolution, de façon qui demeure relative, mais ni moins ni plus que l'étude des flux mondialisés qui prétendent expliquer à eux seuls l'évolution de la société.

Pourtant, enjeux et moyens sont les mêmes partout, même en Meurthe-et-Moselle, en bordure du bassin sidérurgique lorrain, quelles que soient la situation démographique du groupe et les capacités touristiques de son territoire.

■ Une post-modernité subtile

Ainsi, en réagissant contre la fantasmagorie, mais très médiatiquement annoncée extinction démographique du groupe (la fameuse « désertification des campagnes »), celui-ci parvient à contrer localement la logique macrosociologique centrifuge d'individuation et impose une post-modernité plus subtile, au sein de laquelle doivent donc cohabiter flux, réseaux et groupes « à l'ancienne »... Ce qui ne va pas de soi, la logique sociale des flux et celle des

groupes étant apparemment incompatibles.

La contradiction n'est pourtant qu'apparente, car ce ne sont que des logiques de représentation et non de la réalité des faits. Et si l'économie peut (c'est aux économistes de le dire) être pensée de manière satisfaisante en termes de flux, il n'en va pas de même pour la société. Tout ce qui relève du politique, en démocratie, suppose un peuple (au sens des Lumières) et donc une logique de groupe (ce peuple est un groupe) : l'approche holiste s'impose. Ce peuple génère un élément particulièrement précieux, la légitimité politique, par le biais du consensus. Légitimité et consensus locaux impliquaient dans le contexte de l'État moderne la légitimité de la domination de la société globale sur les sociétés paysannes, c'est-à-dire le processus d'intégration de la société française qui s'achève avec la fin des paysans.

Qu'est-ce qui est légitimé par le consensus local aujourd'hui ? L'hypothèse est que les recherches doivent s'orienter vers la caractérisation de la nouvelle société globale, qui pose de nombreux problèmes : est-ce toujours la société nationale, est-ce l'Union européenne, s'agit-il de la planète globalisée ou est-ce un peu tout ça ? En tout état de cause, si l'on excepte la Nation, ces instances manquent cruellement de légitimité politique. D'autant qu'à la légitimité politique s'ajoute la légitimité historique, mises en évidence par les érudits locaux du XIX^e siècle ; ainsi l'Europe en construction bénéficie-t-elle, dans une certaine mesure, de l'adoubement des plus anciens groupes locaux de son territoire. En acceptant de collaborer, les deux parties reconnaissent la légitimité de l'autre, scellant un contrat qui profite à l'une comme à l'autre. C'est la base d'une nouvelle étape dans le processus d'intégration des sociétés européennes ; la logique des groupes y est toujours profondément à l'œuvre.

■ De la nécessité des études locales

Ce que nous ont appris les études récentes, tant urbaines que rurales, c'est donc que l'approche holiste de la société est toujours heuristique. Elle l'est à deux niveaux : en ce qui concerne la méthode utilisée pour rendre compte des faits, et pour son résultat, la valeur de l'explication en termes de fonctionnement collectif. La logique des groupes est plus que jamais à l'œuvre dans la pratique et le fonctionnement des sociétés. Autrement dit, loin d'être une survivance « ringarde » d'une époque révolue ou une méthode dont la validité scientifique à éclipses se limiterait aux périodes de crises pendant lesquelles on pense à elle comme ultime recours, l'approche monographique locale est aujourd'hui comme hier un moyen performant de connaissance du social et des changements qui le taraudent.

Elle n'est pas une facilité de la recherche, dans la mesure où le groupe localisé n'est pas étudié pour lui-même comme une sorte de microcosme qui permettrait de comprendre le global à faible coût en ne déployant qu'une économie de moyens et d'efforts scienti-

fiques. C'est au contraire une voie d'accès au global (et/ou à d'autres niveaux du local) sans qu'il soit possible d'en éviter l'étude, bien au contraire : c'est bien d'une méthode scientifique qu'il s'agit, méthode holiste qui se fixe pour objectif final l'explication du social dans sa globalité en utilisant le groupe local comme entrée.

Elle n'est pas démodée, car il n'est pas possible de soutenir que l'univers social mondialisé est seulement un monde de flux. Le prétendre est faire l'impasse sur le politique. Les réétudes en milieu rural ont montré qu'on assiste à une véritable refondation du rôle politique du groupe localisé villageois dans un univers politique de référence et d'appartenance eux-mêmes en grand chambardement. La logique suggère qu'il est vraisemblable qu'un phénomène similaire touche d'autres groupes localisés, ruraux, urbains ou transcendants ces catégories, parce que c'est la même évolution globale qui se traduit de plusieurs manières. La valeur scientifique des études rurales, leur valeur heuristique générale, dépend des résultats qui seront obtenus concernant ces groupes non ruraux : confirmation des résultats ruraux ou remise en cause. C'est donc peu dire qu'il est indispensable que de telles études soient menées. C'est peu dire aussi que tous, ruralistes et « urbanistes », sommes tributaires les uns des autres et que les uns n'avanceront pas sans les autres.

Les difficultés rencontrées par les études de quartiers urbains sont bien davantage le fait de l'absence de prise en compte des résultats des études rurales qu'une invalidation de la méthode. Ce n'est pas, en particulier, un problème de définition de l'objet : il n'y a ni une « bonne » définition de l'échelle du local étudié, ni une « mauvaise ». Simplement tout choix de l'objet d'étude doit être justifié, et le chercheur doit savoir que ses résultats varieront nécessairement selon la définition qu'il donnera de son objet. Celle-ci devra être rigoureuse pour couper court aux critiques d'imprécision du terme « local » qui n'ont pas lieu d'être et reposent toujours sur l'absence d'une définition structurelle scientifique de l'objet local.

Le problème scientifique posé par la méthode est ailleurs : il est dans la nécessaire cohérence entre les explications du social qui ressortent des études à différents niveaux. Et sur ce point comme sur d'autres, les ruralistes ont une longueur d'avance, pour des raisons historiques et conjoncturelles, mais en rien structurelles : la méthode monographique locale n'a rien de spécifiquement rural, au contraire, elle porte en elle plus que la convergence des études rurales et urbaines, leur dépassement, tout en sauvegardant les catégories de référence que sont l'urbain et le rural. L'avenir n'est peut-être pas que là, mais à n'en pas douter, il est aussi là, parce que le projet monographique est de comprendre le changement social dans ce qu'il a de plus général et de plus global, à partir d'une entrée locale. Le contraire, exactement, d'une vision du monde par le « petit bout de la lorgnette ».

Pour en savoir plus...

BILLAUD J. P., VEITH B., FRADÉTAL B., ROBERT M., *Regards sur la localité. État des travaux, questions et perspectives*, Cnrs/GRS, Nanterre, juin 1983, 224 p.

DELARUE J.-M., *Banlieues en difficultés : la relégation*, Paris, Syros, 1991, 224 p.

DUPREZ D. et HEDLI M., *Le mal des banlieues ? Sentiment d'insécurité et crise identitaire*, Paris, L'Harmattan, 1992, 237 p.

JACQUIER C., *Voyage dans dix quartiers européens en crise*, Paris, L'Harmattan, 1991, 123 p.

JOLLIVET M. et MENDRAS H., (dir.), T. 1, *Les collectivités rurales françaises*, Paris, A. Colin, 1971, 222 p. ;

JOLLIVET M. (dir.), T. 2, *Les collectivités rurales françaises, sociétés paysannes ou luttes de classes au village*, Paris, A. Colin, 1974, 269 p. ;

T. 3, *Les sociétés rurales françaises, éléments de bibliographie* recueillis par M. L. MARDUEL et M. ROBERT, Cnrs, 1979, 262 p.

JOLLIVET M., (dir.), *Les transformations du monde rural : question de société, questions pour les sciences sociales*, à paraître

MATHIEU N., « Les nouveaux enjeux d'appropriation et d'usages des causses : que dire depuis le causse Méjean ? in *Grands Causses, nouveaux enjeux, nouveaux regards*, Presses de Causses Cévennes, 1995, p. 357-367

Programme Observation du changement social, *L'esprit des lieux ; localités et changement social en France*, Paris, Ed. du CNRS, 1986, 352 p.